

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
N° 6.01/2022

Séance du 28 juin 2022

Régulièrement convoquée le 17 juin 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 28 juin à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, Annick BONNET (suppléante de M. Hervé ANDEOL), Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (jusqu'à la délibération 5.01 inclus), M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marie-Josée GAUBERT (suppléante de M. Allain DORLHIAC), Mme Cécile GILLET, Mme Corinne HERAUDEAU, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération 2.16), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOUAR, Mme Florence MERLET, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Françoise CAPMAL (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), M. Julien DECORTE (pouvoir à Mme Émeline MEHUKAJ), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Marielle FIGUET (pouvoir à M. Éric PHELIPPEAU), M. Jacky GOUTIN (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOUAR), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Jacques ROCCI), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Sandrine MOURIER (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à V. ARNAVON), M. Dorian PLUMEL (pouvoir M. Laurent CHAUVEAU).

EXCUSÉS : Mme Josiane DUMAS.

ABSENTS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (à partir de la délibération 5.02), M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération 2.15 inclus), M. Norbert GRAVES, Mme Danièle JALAT, Mme Sandrine MAGNETTE, Mme Maryline ROISSAC, Mme Demet YEDILI.

Secrétaire de séance : Mme Aurore DESRAYAUD

6.01 - CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORTS URBAINS DE PERSONNES DU 17 JUILLET 2015 - AVENANT N° 6

Madame Françoise QUENARDEL, Vice-présidente, rapporteur expose à l'assemblée :

Par contrat en date du 17 juillet 2015, la Communauté d'Agglomération a confié, à compter du 1^{er} janvier 2016, la gestion du service public de transports urbains de personnes à la société LES COURRIERS RHODANIENS, puis dans le cadre d'un avenant n° 1 de transfert en date du 30 décembre 2016 à la société dédiée STAMONTELIBUS.

En date du 10 août 2017, un avenant n° 2 a été conclu avec pour objet de :

- procéder à des aménagements de service sur les lignes du réseau afin d'en augmenter l'efficacité en rationalisant les heures de conduite et les kilomètres et en aménageant les services du Transport A la Demande ;
- procéder au transfert de l'exploitation des services de la ligne 42 situés intégralement dans le Ressort Territorial de Montélimar-Agglomération ;
- actualiser les horaires de l'agence commerciale sise place Charles de Gaulle afin d'en augmenter son attractivité à coût zéro ;
- récupérer les équipements billettiques suite à dénonciation de la convention afférente passée avec le Département de la Drôme.

A mi-parcours de cette délégation de service public, un avenant n° 3 a été passé, en date du 25 mars 2019, afin de :

- réaménager certaines lignes en privilégiant et améliorant le cadencement en heures de pointe des lignes 1 et 2 ;
- rendre moins polluante la flotte de véhicules en intégrant pour une partie du parc, la motorisation Gaz Naturel pour Véhicules ;
- répondre à l'évolution des effectifs de certains établissements scolaires en ajoutant un service supplémentaire permettant la desserte du collège de Cléon d'Andran, de doubler la ligne 21 (Les Tourrettes, La Coucourde, Collège Europa) et d'intégrer 3 services spéciaux scolaires dont l'activité est intégralement effectuée dans le ressort de Montélimar-Agglomération ;
- désengorger le point de vente Montélibus sis place Charles de Gaulle (Montélimar) entre le 15 août et le 15 septembre en instituant des frais de gestion de 10 € pour toute carte scolaire éditée pendant cette période ;
- maintenir le lien au serveur capitalisant les données billettiques ;
- modifier la formule de révision des prix prévue au contrat mais inapplicable.

Afin d'améliorer le service rendu aux usagers et de répondre à la réglementation, un avenant 4 a été passé, en date du 03 février 2020, afin de :

- procéder à des adaptations des offres de transport apportées au réseau Montélibus pour la rentrée scolaire de septembre 2019 :
 - ajout d'un véhicule de doublage sur la ligne 23 (Châteauneuf du Rhône-Collège Monod) afin de prendre en charge le sur-effectif constaté à la rentrée scolaire et garantir le transport assis des élèves ;
 - dépose en sens unique, pour les usagers de cette ligne, sur le secteur de la RD73 afin de garantir une sécurité maximum des usagers scolaires ;
 - avancement de l'horaire de prise en charge des élèves du RPI Bonlieu sur Roubion – Saint Gervais sur Roubion ;
 - déplacement d'un arrêt sur la commune de Les Tourrettes.
- procéder à l'intégration financière, suite à une erreur matérielle, des 3 services spéciaux scolaires suivants pour la période septembre 2017 à décembre 2018 : les Tourrettes-La Coucourde-Collège Europa / RPI Bonlieu sur Roubion-Saint Gervais sur Roubion / RPI Portes en Valdaine-La Touche-Rochefort en Valdaine ;

- réaffecter des évolutions de charges liées à modifications des charges patronales sur les rémunérations de personnel.

Un avenant n°5 a été délibéré en date du 08 décembre 2021 afin de procéder à de nombreuses adaptations tant sur les services scolaires et péri-scolaires en renforçant certains segments de desserte le mercredi après-midi en fin d'activités culturelles ou sportives, mais également en apportant une nouvelle ligne en période estivale pour desservir la base de loisir, ainsi que le dimanche pour le cimetière et l'hôpital. Cet avenant a également intégré les modalités de la prise en charge de la billetterie par le délégataire.

Il convient aujourd'hui, d'intégrer les éléments suivants :

- ☐ reversement d'un montant indus lié à la minoration des services pendant la période COVID19 année 2020
- ☐ prendre en compte les répercussions de la pandémie COVID19 sur la fréquentation et les recettes commerciales initialement prévues sur le réseau Montélibus pour les années 2021 et 2022
- ☐ intégrer au poste « actions commerciales » le coût lié au déploiement des opérations CM2 à l'ensemble des écoles de l'agglomération à compter de la rentrée de septembre 2021
- ☐ intégrer à l'offre de transport le service RPI Roynac-Puy Saint Martin, dans le cadre du transfert de compétence entre la Région et l'agglomération (service Primaires)
- ☐ préciser les modalités de mise en œuvre du service « Mon Vélo », à compter de juillet 2022
- ☐ modifier l'organisation des lignes 1, 2 et 3
- ☐ modifier le service de la ligne D le dimanche
- ☐ créer un service de desserte le dimanche pour les internes du CEFA d'Ancône et de la cité scolaire « Les Catalins »
- ☐ prolonger la DSP pour une année supplémentaire à compter du 1er janvier 2023.

En conséquence, il convient de procéder à ces modifications dans le cadre d'un avenant n° 6 au dit contrat.

Enfin, si le montant annuel moyen de la participation tarifaire (contribution financière forfaitaire et abondement sur les recettes) augmente peu au regard du précédent avenant passant de 3 499 472 € à 3 543 957 € (+ 1,27%), le montant total (sur la durée du contrat) de la participation financière de Montélimar-Agglomération évolue de 15,74%, passant ainsi de 24 496 301 € à 28 351 659 €, du fait de la prolongation d'un (1) an du contrat.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1, L.5211-2 et L.5211-9 ;

Vu l'article R.3135-7 du Code de la commande publique ;

Vu le contrat de Délégation de service public de transports urbains de personnes du 17 juillet 2015,

Vu l'avis de la Commission de Concession de Services et de Travaux du 24 juin 2022 ;

Vu le projet d'avenant n° 6 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public de transports urbains de personnes ci-annexé,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER les termes de l'avenant n° 6 relatif au contrat de délégation du service public de transports urbains de personnes du 17 juillet 2015 à intervenir,

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant, à signer cet avenant n° 6 ainsi que tous les documents afférents,

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Ont signé le Président et le Secrétaire de séance,

Suivent les signatures

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 04 juillet 2022.

Le Président

Julien CORNILLET